Notre libération

Jacques Godbout

Volume 14, numéro 3 (81), juillet 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30612ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Godbout, J. (1972). Notre libération. *Liberté*, 14(3), 32–39.

Notre libération

Disons-le : *Je ne suis qu'un témoin certain de la pauvreté culturelle du Canada français d'avant le rêve québécois. De plus, j'ai mis de longues années à assumer cette pauvreté, à n'en pas rougir, puis à ne pas lui faire porter le poids de ma paresse, de mes inaptitudes.*

Aujourd'hui encore, je ne sais si mon enfance heureuse, à l'abri des exigences de la culture, à l'abri des destins tragiques, des départs forcés, des obus éclatés, des famines, cette enfance heureuse et pauvre dans l'herbe chaude de l'été n'était pas une preuve que le bonheur naît d'une certaine absence, d'un certain silence ; les enfants heureux n'ont pas d'histoire.

Mais en termes littéraires ce silence devient souvent médiocrité : la littérature *canadienne-française* ignore le tragique, frôle parfois le drame, fréquente le mélo, comme on dit : *Mirreille* fréquente les sacrements.

De 1837 à 1960 nos récits patriotiques, égrillards, paysans, de description sociale ou d'analyse psychologique sont autant de témoignages de notre silence heureux. Les livres de ces époques avaient la densité culturelle du milieu, à quelques exceptions près, miroirs conformes à la conscience d'alors.

Ah mes aïeux ! comme vous avez beaucoup et *peu* écrit. Et comment pouviez-vous faire autrement ?

Cette nation ne connut (pendant des siècles) de l'*Economie*, que la comptabilité des péchés et des indulgences, de

l'Art que la Bonne Chanson, de l'industrie qu'un artisanat de bâtons de popsicle qu'elle opposait avec ferveur aux usines américaines.

Sa seule armée fut celle des *zouaves pontificaux* à propos desquels le maître à penser de nos pères et frères aînés, le Chanoine Lionel Groulx, écrivait : « *les zouaves représentent mieux qu'eux-mêmes, ils ont incarné notre vie intérieure et profonde, toute leur race dans l'explosion de ses meilleurs instincts* ».

Le Canadien-français est un zouave. Il adore les costumes, les parades, la musique, les majorettes, les rassemblements, la bière, la chasse, les causes désespérées, les grèves sans coups de feu, les discours patriotiques, les voyages organisés, les bingos, le hockey et la télévision.

Aujourd'hui, écrivains québécois, nous savons que nous sommes les enfants heureux d'un bataillon de zouaves, engagés dans le service littéraire obligatoire. Le Québécois est le fils perplexe d'un zouave canadien-français. Le Québécois. Le Québécois. Le Québécois.

Tout a commencé par la poésie, il y a vingt ans. Ceux de l'Hexagone, Miron, Pilon, Ouellette, G. Lapointe, P.-M. Lapointe et d'autres poètes Michèle Lalonde, Michel Garneau, Roland Giguère, Paul Chamberland, Jacques Brault, Gérald Godin lancèrent un appel concerté et déchirant au pays. Un pays inexistant, qu'ils voulaient nommer et faire. Un courant naquit. Puis une conscience

C'est ainsi que le Québec devint *une entreprise de rhétorique*, sa réalité politique étant celle du discours français dans les assemblées du Canada. Quebec was a figure of speech.

Le Québec devint même une entreprise de rhétorique en musique, car les auteurs de chansons entreprirent à la guitare de tenir le même discours que les poètes et les jeunes reprisent en chœur le chant québécois.

20 ans plus tard, aujourd'hui, enseigner le français et la littérature québécoise, c'est poser un geste politique, dans les écoles du Québec.

Dès 1960 les romanciers se joignirent aux poètes : un projet littéraire collectif naissait, celui d'un texte national auquel

chacun allait collaborer, bon gré mal gré, souvent ne le sachant même pas, mais chacun sentant confusément qu'il fallait créer un Québec *vraisemblable* si l'on voulait qu'il y eut un jour un Québec vrai.

Jacques Ferron, le premier, entreprit consciemment de rendre accessible à l'écriture littéraire des réalités (noms de rue par exemple) que l'on n'osait utiliser tant il nous paraissait invraisemblable de les retrouver dans un récit poétique ou romanesque.

Ce pays sans bon sens, ce pays qui n'était qu'un hiver devint peu à peu habitable, habité de mots, couvert de mots, vraisemblables.

Le Québec devint d'abord et avant tout une entreprise de littérature, de mythification. Ecrire en français, au Québec, était non seulement un acte de conscience politique, mais parfois un acte désespéré, comme le disent de façon fulgurante les romans d'Hubert Aquin.

Tout s'est passé en somme, comme si l'accès à l'Histoire commençait par le chapitre consacré à l'histoire de la littérature.

Car au fond l'unique question qui se pose depuis dix ans au peuple québécois est de savoir s'il va s'inscrire dans l'Histoire justement ou s'il va rester, comme depuis la conquête, un peuple heureux, colonisé bien nourri, à l'abri des conflits.

L'accès à l'indépendance politique n'est rien d'autre que l'acceptation d'un rôle au sein des nations du monde. Pour l'instant la nation québécoise est un parasite, un oiseau qui cure les dents de l'hippopotame américain.

Le Québec décore la vitrine canadienne d'oeuvres artistiques mais ne vit qu'en suçant le *revel* économique du Canada anglais. Nous avons la sécurité d'esprit qui vient avec les emplois subalternes. Nous avons inventé le rêve éveillé. Les fesses sur un calorifère, en plein hiver, tout fils de zouave qui se respecte regarde la plaine enneigée et voit des palmiers ! C'est moins cher que Miami.

L'aventure québécoise devient donc romanesque. Et Roger Fournier peut inventer dans son dernier livre, « La marche

des grands cocus », un drame national et collectif imaginaire, énorme éjaculation populaire qui compense dans la vie rêvée la stérilité de la vie réelle. Le roman ne raconte plus d'histoires, il fait l'Histoire.

Voilà l'exemple d'un pays qui n'existe qu'en littérature, une sorte d'atlantide sur mesure, taillé dans le verbe : le Québec n'est que littérature, mais la littérature n'est ni un pays, ni un lieu de la démocratie.

De toute manière on ne fait pas de révolution en littérature, sauf par analogie. La littérature porte en elle-même un certain respect de l'ordre des choses ; tout au plus les révolutions littéraires ne sont-elles qu'un changement de pouvoir à la direction de l'histoire littéraire, celle qui retient les textes choisis, les auteurs à citer.

Le romancier québécois, qui participe à la description du pays vraisemblable, lui donnant des racines tels Victor-Lévy Beaulieu, Claude Jasmin ou Jacques Benoist et André Major, lui donnant des mots tels Jacques Renaud, Réjean Ducharme ou J.M. Poupard, analysant ses culpabilités féminines telle M. C. Blais et Claire Martin ou arpentant son terroir comme le font Marcel Godin, Roch Carrier, Jacques Ferron, qu'il préfère le vertige psychologique comme Gérard Bessette, Jean Basile et Pierre Turgeon ou les récits d'aventures d'Yves Thériault et Jean-Jules Richard se retrouve, inexorablement, devant une problématique à laquelle il ne saurait échapper :

- 1) D'une part le pays rêvé offert sur le marché des mythes devra d'ici peu devenir une réalité politique car l'Histoire de la littérature ne peut suffire à remplacer l'Histoire du Québec, le tout risquant de devenir une entreprise de rachat infini.
- 2) D'autre part, et simultanément, l'écrivain québécois devra détruire la notion d'histoire de la littérature s'il ne veut créer une filiale étrangère de l'entreprise littéraire française, c'est-à-dire perpétuer le concept bourgeois d'auteur-créateur, et multiplier les thèmes et les récits d'une civilisation décadente.

3) Enfin le romancier québécois — l'écrivain — devra apprendre à articuler son travail littéraire de telle manière que celui-ci naisse de la masse et retourne à la masse.

1 — La tentation est grande en effet de se contenter de l'expression culturelle d'un projet collectif.

Le cinéma, le théâtre et la littérature peuvent servir de chambre de compensation aux énergies politiques susceptibles, autrement, de s'affronter sur le terrain réel de la lutte des classes ; (la littérature serait le « muffler » de la révolution).

Pour l'instant j'ai la nette impression qu'encouragés par les élites tant françaises qu'anglaises du Canada, les écrivains (et les autres) offrent en spectacle des rêves qui sont à la fois exaltants au niveau des sentiments et réducteurs vis-à-vis de l'action politique.

Nous avons voulu prendre la parole, la conquérir, lui rendre la place qu'elle doit avoir, nommer les choses, nommer les gens.

Mais à quoi bon avoir la parole si l'on a pieds et poings liés ?

A quoi bon tenter de définir un socialisme québécois si ce projet ne remet pas aussi en question les structures de l'exploitation culturelle ?

2 — Les marxistes de 20 ans (car nos retours d'Europe au Québec vont aux bonnes écoles) terrorisent aujourd'hui l'écrivain lui faisant porter sur ses épaules tout le poids de l'exploitation capitaliste. Porteur des signes de l'exploitation, inscrit dans un *pattern* d'exploitation, il ne lui resterait plus à écrire que des essais critiques, la fiction étant — disent les retours d'Europe — un système de représentation de l'idéologie dominante. D'où le roman, *per se*, serait aliénant. C'est confondre l'écriture littéraire, et l'histoire de la littérature.

Cette dernière, il est vrai, n'est en fait que la co-option dans un jeu social qui peut aller du plus compliqué (Paris) au plus simple (Montréal) d'écrivains qui s'arrogent, d'une manière ou d'une autre, une place dans ce chapitre de l'Histoire.

Comment cela se passe-t-il ? Habituellement au niveau de l'anecdote. Nous sommes des milliers à écrire en français des lettres, des articles, des analyses, des récits (journalistiques),

des poèmes, des romans. Pourquoi retiendrait-on mon nom ? Parce que j'ai reconnu la hiérarchie des possédants qui rédige l'histoire de la littérature et que je lui ai soumis mes textes ?

J'ai, en somme, fait une demande d'adhésion au club privé de l'histoire littéraire. Un écrivain m'a reconnu (vous avez beaucoup de talent, vous irez loin, continuez à écrire mon petit) on m'a présenté à un éditeur (le contrat social est aussi commercial) j'ai accepté que des critiques me considèrent comme un *auteur*, je suis passé à travers le tamis des quotidiens, puis celui des hebdomadaires et des mensuels. Un jour j'entre dans les pages d'un manuel, on présente mon oeuvre en classe, des enfants voudraient des morceaux de mon mouchoir, je suis un écrivain reconnu. Ce n'est pas le succès d'édition qui donne accès à l'Histoire de la littérature — bien au contraire — et souvent c'est d'avoir été reconnu par l'université littéraire qui amène un succès d'édition !

Si, par analogie, comme le disent nos retours d'Europe, le discours critique, dans une perspective d'économie capitaliste ramène l'auteur au rôle de producteur, fait du projet un investissement, de l'oeuvre un produit, une marchandise, de l'originalité la marque de commerce, des oeuvres antérieures un capital, du lecteur un consommateur, dans le super marché littéraire, ajoutons que le style serait l'emballage et le sens le prix, la valeur d'échange.

De même, par analogie, mais aussi réellement, l'histoire de la littérature est le commerce du texte. On ne joue pas à la bourse : on joue à la critique.

En outre le modèle de la hiérarchie sociale littéraire, encouragé par l'establishment, est un décalque des structures ecclésiastiques. On entre en poésie, on entre en littérature, comme au couvent ; la parole est sacrée, et les monastères clos, le peuple peut assister aux vêpres, mais les évêques publient leur mandement et tous doivent baisser la tête.

Or l'Eglise littéraire de France, et son concile parisien devrait suffire à donner la nausée à tout écrivain digne de ce nom qui voit dans l'écriture littéraire selon l'heureuse formule de Roland Barthes : *l'utopie du langage et non l'occa-*

sion d'accéder à une situation privilégiée dans un système d'exploitation.

Jusqu'à aujourd'hui le romancier québécois a rédigé ses récits individuels comme autant de parties interchangeables d'un texte national ; dans les années qui viennent il lui faudra, comme à tous les écrivains, trouver une façon de rédiger des textes québécois collectifs.

Mais peut-être sera-ce le fait des générations qui nous suivent car déjà Michèle Lalonde, Péloquin, Raoul Duguay, et de très jeunes dramaturges ont amorcé un travail en ce sens.

Détruire la notion d'histoire de la littérature veut dire détruire les écrans que sont les classes sociales chez les ouvriers de l'écriture, abattre la hiérarchisation.

Revenir, en somme, à l'humilité première de celui qui sait qu'il a tout à apprendre. Evidemment, le « *Star System* » a la vie dure : mais le reconnaître, en dénoncer et décrire les rouages, est une entreprise nécessaire.

L'écrivain québécois peut encore éviter les pièges de l'industrie de la littérature : nous ne sommes pas si nombreux qu'un collectif soit impensable.

Proclamer l'AUTEUR et ses droits, c'est défendre l'individualisme comme le font les Chambres de commerce dans l'économie libérale.

La cogestion de la littérature passera par plusieurs étapes dont la première sera peut-être la création de comités d'écrivains, semblables aux comités de citoyens et la rédaction d'oeuvres collectives.

Mais démocratiser la littérature ne sera possible que si l'écrivain trouve une façon efficace de court-circuiter le réseau actuel, de retourner aux sources, et d'éliminer les intermédiaires qui transforment son travail en capital privé.

D'ailleurs à défaut d'une écriture collectiviste, le libéralisme littéraire nous jettera dans les bras de la société post-industrielle de consommation qui nous avalera comme un fromage mou. Elle s'installe déjà dans la conscience des gouvernements et on en sent la puissance et les influences dans les entreprises de rentabilisation du produit culturel.

Cette civilisation commence par quantifier les types de consommateurs et de producteurs, fixe un coût de revient, un prix de vente, celui d'une oeuvre littéraire par exemple et s'il y a déficit s'arrange pour que l'Etat compense les pertes.

L'industrie de la culture — si on y inclut le tourisme — est déjà l'une des plus grandes (sinon la plus grande) industries du monde : livres, télévision, cinéma, spectacles, sports, voyages, des milliards de dollars sont en jeu.

Des entreprises multinationales investissent dans cette industrie et, à la limite, tout écrivain se trouve être un rouage déjà situé dans l'usine, utile à une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les progrès technologiques qui, dans une économie de croissance axée sur le profit pécunier créent une pollution de l'environnement dont on a reconnu les effets nocifs parce qu'ils sautent littéralement aux yeux et à la gorge, ces mêmes progrès technologiques ont permis une pollution culturelle tout aussi dangereuse, mais que personne n'ose dénoncer.

Trop de livres, trop d'émissions de télévision, trop de films, trop d'information, trop de fictions, rentabilisés de mille manières, détruisent aussi sûrement le milieu intellectuel que trop de mercure dans une rivière tue le poisson. L'individualisme de l'écrivain en fait un jouet et un agent de pollution culturelle. Les éditeurs poussent les cadences de production, inondent le marché de livres inutiles...

3 — Historien d'un pays qui n'existe pas, perçu suivant le modèle aristocratique de la littérature française, qui mène inéluctablement au modèle économique de l'industrie de la culture, devenant dans un cas le mandarin d'une hiérarchie médiévale, dans l'autre le citron d'un presse-jus indifférent, l'écrivain québécois, s'il ne veut mourir n'a d'autre voie que celle de se mettre à l'écoute de son peuple et de son langage.

La nation québécoise, d'autres disent canadienne-française, compte un dixième des têtes de la nation française.

Dans la géométrie des statisticiens la littérature québécoise, que personne ne dit canadienne-française, devrait donc se retrouver, en oeuvres et en auteurs, comme le 10e de la littérature française.

D'une part la *langue* est la même, d'autre part Paris exporte ses fictions et ses malaises critiques de façon suffisamment ordonnée pour que l'écrivain de langue française, vivant hors de France, soit au diapason de l'évolution métropolitaine.

Mais en termes d'écriture littéraire la langue française, correcte, bien élevée, qui ne fait jamais pipi sur le tapis du salon, n'est pas un langage. Le langage québécois, qui exprime une réalité sociale, culturelle, économique et politique, aussi différente de la réalité française que sont différentes nos rivières, est la première réalité dont doit tenir compte le romancier.

Dans l'incertitude d'une situation politique qui a une odeur d'avortement, les jeux non-figuratifs d'un roman qui est son propre sujet ressembleraient aux aiguilles à tricoter d'une adolescente coupable. Le roman français des 20 dernières années est inutile et impensable au Québec.

Les fictions, le langage, les récits, les paysages sont des biens collectifs.

L'écrivain est une usine de transformation. Et malgré l'Université il n'y a pas plus en littérature de problèmes de langage qu'il n'y en a dans la rue :

... l'écriture est une infinie variété de solutions ; langage familier, populaire, parlé, relevé, bourgeois, théâtral, de cinéma, langage de romancier, tout est bon, si l'on est à l'écoute du peuple qui nous entoure et que l'on travaille au plan politique à éliminer les privilèges de la classe possédante.

Mais il ne faut pas confondre littérature et politique, au risque de devenir un révolutionnaire de salon ou un réformiste de colloques.

Il ne faut pas confondre littérature et politique sauf en ce qui concerne l'origine de toute littérature et de toute politique : le rapport qu'établissent entre eux les hommes d'une même société, et le but ultime : rendre au peuple un langage libéré, une société libre aussi.

Etre un écrivain est à la fois une responsabilité énorme, aussi grande qu'est celle d'un chauffeur d'autobus d'écoliers

(d'une grand-jaune) ni plus, ni moins, mais aussi être écrivain au Québec c'est écouter la voix d'une conscience qui s'éveille.

Si nous sommes encore objectivement très loin de la révolution ou même de l'incarnation politique de notre pays vraisemblable, nous sommes tout aussi loin d'une littérature bourgeoise.

Et nous prenons les mesures de nos forces et de nos faiblesses, attentifs au coeur qui bat dans le langage québécois car, s'il s'arrêtait de battre, il n'y aurait bientôt plus de littérature possible ; il n'y aurait que des textes épars, que l'on reconnaîtrait comme ceux de jadis, à leur poids de « silence ».

L'écrivain québécois a inventé un pays. C'est au pays maintenant de dire si l'écriture est un mensonge ou le Hall d'entrée de l'Histoire.

JACQUES GOUBOUT